Je pense que la TPS sur le livre lui donnerait probablement le coup de grâce.

L'importance économique des différents intervenants de l'industrie n'est pas négligeable. Les revenus générés annuellement par ces entreprises injectent dans l'économie des sommes importantes—soit quelque 125 millions de dollars pour les librairies agréées et plus de 75 millions de dollars pour les éditeurs. Bien que nous n'ayons pas les chiffres pour les distributeurs de livres, nous pouvons supposer que leurs revenus ne sont certainement pas inférieurs à 100 millions de dollars.

Nous pouvons donc estimer les revenus de l'industrie du livre (globalement) à plus de 300 millions de dollars par année. Cette estimation est fort conservatrice puisqu'elle ne tient pas compte des revenus des librairies non agréées ni de ceux des éditeurs étrangers installés au Québec.

Avec une échelle de salaire modeste, l'industrie du livre génère un plus grand nombre d'emplois qu'une industrie de la même taille ayant une masse salariale plus importante.

• (1440)

C'est une chose d'ailleurs étonnante que les salaires dans les librairies et les maisons d'édition sont particulièrement bas. Je pense que la raison est très simple à cela: c'est que le produit dont il est question dans ces prétendus commerces, ce ne sont pas des produits comme les autres. Vivre au milieu des livres même avec un salaire ridicule a souvent plus d'attrait que d'avoir un salaire supérieur et en vendant des produits qui ne seraient pas des livres.

Les maisons d'édition québécoises occupent une place importante au plan culturel. Elles ont un rôle capital sur le contenu des œuvres et les goûts des lecteurs. Leur contribution à la vie culturelle et à l'éducation est ainsi primordiale.

Mais, ...

et Dieu sait que j'en sais quelque chose,

... c'est une industrie précaire. Précaire parce que jeune et, par conséquent, en situation de non-contrôle par rapport à l'ensemble de son infrastructure; précaire par manque de capital—près de 80 p. cent des éditeurs et 75 p. cent des libraires ont des revenus inférieurs à 1 million de dollars; précaire par la petitesse de son marché et les économies d'échelle impossibles à réaliser dans un tel contexte; précaire par la vigueur de la concurrence étrangère.

En fait, on l'oublie souvent mais pour qu'une industrie de l'édition soit viable dans un pays, il faut, selon les normes des Nations Unies, au moins une population de 10 millions d'habitants parlant la même langue. Or, nous sommes au Québec, en comptant même ce qui en déborde un peu sur le plan francophone, environ 6 millions. Comme je l'expliquais plus tôt, ces 6 millions ont toutes les chances en ce qui concerne du moins les lecteurs de livres, d'être bilingues et d'avoir accès aux deux grandes littératures, ce qui diminue encore le marché qui peut rester à l'édition pûrement québécoise de langue française.

La force de l'édition étrangère . . .

il ne faut pas la négliger:

Presque tous les clubs de livres au Québec sont propriété étrangère. Outre le fait que les bénéfices réalisés sur le marché national échappent aux Québécois, nos maisons d'édition ne tirent à proprement parler aucun profit de l'existence de ces clubs qui retiennent peu de nos titres. Au fait, le contenu québécois du catalogue de Québec-Loisirs, filiale de France-Loisirs et le plus important club de livres en langue française au Québec, varie entre 8 et 10 p. cent seulement (alors que, nous l'avons vu, les performances réelles du livre québécois correspondent à 33 p. cent du marché).

Donc, les livres québécois ont 33 p. cent du marché mais dans le plus grand club du livre du Québec, on retrouve à peine entre 8 et 10 p. cent de livres, qui sont offerts à la clientèle, qui sont des livres du Québec.

D'autre part, puisque la durée de vie moyenne des livres en librairie est maintenant fort réduite, en moyenne de 3 à 6 mois, . . .

Au bout desquels le libraire dit à l'éditeur: reprenez vos livres parce qu'il y en d'autres qui arrivent.

...les éditeurs québécois doivent augmenter constamment le nombre de nouveautés, avec les importants investissements que cela implique, et négliger l'établissement d'un fonds d'édition, ce qui est essentiel à la rentablisation de leurs investissements.

Bien que les éditeurs québécois exportent de plus en plus de leurs livres à l'étranger, les exportations représentent aujourd'hui tout au plus 5 p. cent des ventes totales de notre industrie de l'édition.

Malgré tous les efforts qui ont été faits et qui ont commencé au moment où moi-même j'arrivais dans l'édition à la fin des années cinquante au début des années soixante, il y a eu toutes sortes d'entreprises pour vendre nos livres à l'étranger et ça toujours été des échecs ou alors des opérations extrêmement difficiles qui n'étaient pas rentables. Je pense que les Français, bien sûr, il faut les comprendre, il y a trois choses qu'ils n'aiment pas importés d'ailleurs: les parfums, les vins et les livres. Ils pensent, avec quelque justification, que c'est eux qui produisent et qui offrent au reste du monde le meilleur dans ces trois domaines. Il reste quand même que le résultat pour le moment n'est peut-être pas satisfaisant, mais qui a seulement 5 p. cent des ventes totales de notre industrie de l'édition qui s'en vont à l'étranger et surtout en France.

La difficulté d'exploiter les droits dérivés s'explique par le peu de débouchés qui s'offrent aux éditeurs québécois et constitue un manque à gagner important pour tous les partenaires de l'industrie du livre alors que la concurrence européenne et américaine bénéficie grandement de ces droits qui constituent des profits additionnels intéressants.

La faiblesse de notre industrie du cinéma, et le budget extrêmement réduit de Radio-Canada, et que le gouvernement réduit de plus en plus, réduisent d'autant plus la possiblité pour les éditeurs de pouvoir vendre des droits de reproductions cinématographiques et de télévision.

Quant à l'édition elle-même, il faut reconnaître que les mesures gouvernementales ont joué un rôle important, voire déterminant dans la croissance de l'industrie du livre. Aussi c'est intéressant de le noter aujourd'hui parce qu'il y a quand